Sciences Po : les hordes islamiques terrorisent le gouvernement qui leur concède tout

écrit par Pierre Duriot | 29 avril 2024



Ce vendredi 26 avril 2024, devant Sciences-Po Paris, des étudiants brandissaient leurs mains peintes en rouge. | AFP/DIMITAR DILKOFF



Ce vendredi 26 avril 2024, devant Sciences-Po Paris, des étudiants brandissaient leurs mains peintes en rouge. | AFP/DIMITAR DIL KOFF

Pour comprendre les différentes interprétations des mains peintes en rouge, voir ici : https://www.ouest-france.fr/societe/manifestation/mobilisation-pro-palestinienne-a-sciences-po-quest-ce-que-le-symbole-des-mains-rouges-8b8cf098-0527-11ef-b06d-laa5699c630f

La dérive du système éducatif et des institutions républicaine est illustrée par l'occupation de Science Po, à Paris, et dans d'autres villes, par des étudiants et amis, fanatisés, qui bloquent l'accès aux sites. Les drapeaux palestiniens sont aux fenêtres et les forces de l'ordre ne bougent pas vraiment. Des militants pro-palestiniens enchaînent les nuits dans le bâtiment historique de l'institut d'études politiques du 7e arrondissement et bloquent encore l'accès à l'école, ravitaillés grâce à des sacs de courses hissés à bout de bras. Ils veulent une rupture des partenariats entre Science Po et les universités israéliennes, comme aux États-Unis, où des étudiants protestent contre le soutien du gouvernement américain à l'État d'Israël.

Il semble que ces « étudiants » n'entrevoient pas une seule seconde qu'on ne puisse pas soutenir, comme eux, les Palestiniens et de fait, l'attitude du gouvernement a de quoi se surprendre. On se souvient que les manifestations pro-palestiniennes dans Paris, souvent interdites, ont tout de même eu lieu, regardées par les forces de l'ordre, le petit doigt sur la couture du pantalon, sur ordre d'en haut bien sûr. Et on peut penser que malgré l'affaire gravissime d'une poignée d'exaltés qui prennent un établissement républicain en otage, les forces de l'ordre ne bougeront pas plus et le gouvernement préférera faire payer les dégâts éventuels aux contribuables. Ces manifestations tenues quand même et cette occupation illégale, nous enseignent deux choses. La première est que l'école censée être républicaine est devenue en réalité un terreau idéologique, marqué à gauche et novauté par l'entrisme musulman, particulièrement

le supérieur, avec, au cours des dernières années, des salles de prière illégales dans de nombreux établissements. Et dans les échelons inférieurs, même si le marquage religieux est moins visible, le marquage et surtout le formatage à gauche sont largement établis.

Le second enseignement est que la République craint l'embrasement sur ce sujet palestinien, avec les jeunes musulmans de France, quasiment tous soutiens de la cause palestinienne. Le Ministère de l'Intérieur sait que ces gens là n'hésiteront pas à engager très violemment les forces de police, forts de la conviction qu'ils détiennent la vérité et que leur combat est juste, jusque devant dieu, quitte à mourir en martyr. Et derrière, en cas d'action policière qui sera forcément violente, au vu de la virulence des manifestants, le risque d'un embrasement généralisé avec les banlieues et le milieu carcéral, totalement acquis à la cause des Palestiniens. Cela peut aussi être de nature à réveiller la sensibilité d'une petite partie de l'armée et des forces de l'ordre. L'exercice est donc difficile pour l'Intérieur, qui n'hésite jamais à « mettre le paquet » pour interdire une manifestation de paysans, ou une marche de soutien aux victimes du terrorisme islamique, mais qui ne se frotte pas aux pro-palestiniens de peur de l'extension à une contre-société nébuleuse dont il ne connaît pas suffisamment les contours et les forces.

Et pourtant se pose la question de l'incontournable épreuve de force. Soit le pays France décide à un moment de mettre ses forces dans la bataille, risque gros certes, mais peut encore s'en sortir, soit il va se laisser islamiser et imposer une forme de charia, qui pourrait bien survenir, via justement le problème palestinien, étroitement lié à la question de l'islam et deviendra une république islamique sans même s'être défendu. Les prosélytes n'ayant pas besoin d'être majoritaires, mais les plus violents. C'est bien cette question existentielle qui pointe à travers la retenue

systématique des forces de l'ordre face à cette catégorie de manifestants, pro-palestiniens, pro-musulmans, que la France laisse, vaille que vaille, s'exprimer de manière contraire aux principes républicains.

Le principe du Général De-Gaulle : un seul pays et une seule loi, est bien mort, tant les actions régaliennes ont pris des géométries variables en fonction des publics rencontrés, des origines ethniques et des convictions religieuses. Ce sont bien les principes républicains qui sont partis en vrille et l'Intérieur navigue à vue, fort avec les faibles et les honnêtes, faible avec les forts et les voyous.

https://rassemblementdupeuplefrancaiscom.wordpress.com

https://t.me/R_P_France

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple
Français.